

Le PIB français a progressé de 1,5 % en 2018

Les mesures en faveur du pouvoir d'achat devraient soutenir la consommation des ménages cette année

La fin d'année a été moins morose que prévu pour l'économie française. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui avait abaissé, en décembre 2018, ses prévisions de croissance, a publié, mercredi 30 janvier, ses premières estimations pour le quatrième trimestre de 2018. Verdict ? Le produit intérieur brut (PIB) a finalement progressé de 0,3 %, un dixième de plus que ce qui était attendu. Une dynamique identique à celle du troisième trimestre et qui devrait porter la croissance annuelle à 1,5 %, après les 2,3 % de 2017.

« Notre politique donne des résultats », s'est félicité le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, sur Twitter. « On nous annonçait des chiffres beaucoup plus bas », explique-t-on à Bercy. Une inquiétude justifiée... Le recul du pouvoir d'achat en début d'année, conjugué à la hausse des prix du pétrole et à un environnement international plombé par le Brexit et les tensions commerciales sino-américaines, a affecté l'activité. Les grèves du printemps puis les manifestants de l'automne ont fait le reste. Un blues qui pourrait se prolonger dans les premiers mois de 2019 et retarder la reprise.

Car les indicateurs, même s'ils sont moins mauvais qu'anticipé, ne sont pas au beau fixe. Comme l'année précédente, c'est le commerce extérieur qui a, fin 2018, soutenu la croissance. Dopées par les livraisons de matériel naval et

aéronautique, les exportations ont accéléré plus vite que les importations. Finalement, les échanges ont même davantage contribué à l'activité qu'en 2017, selon l'Insee.

En revanche, la consommation des ménages, qui pèse lourd dans la dynamique du PIB, donne de réels signes de faiblesse. Elle a stagné au quatrième trimestre et progressé d'à peine 0,8 % sur l'année, contre 1,1 % auparavant. Les entreprises, elles, ont continué à investir, mais à un rythme bien inférieur à celui des mois précédents. Si les services se maintiennent à flot, la production manufacturière marque également le pas, tirée à la baisse par le secteur de la construction.

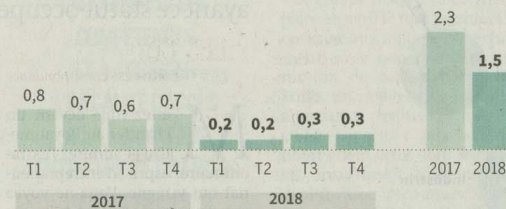
Crise de confiance

Il ne sera pas facile de se remettre de ces mois maussades. L'économie a subi « un choc d'inflation avec deux pics des prix du pétrole, en mai puis en octobre, qui ont représenté un double creux de croissance », note Stéphane Colliac, économiste auprès de l'assureur crédit Euler Hermès. Ainsi, dans l'industrie, « les sous-traitants de l'automobile ont été directement touchés par la faiblesse des constructeurs allemands dont la production a souffert de l'entrée des nouvelles normes d'émission de gaz ».

On ignore pour le moment l'impact précis du mouvement des « gilets jaunes ». Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, il « pourrait ôter 0,1 point à la crois-

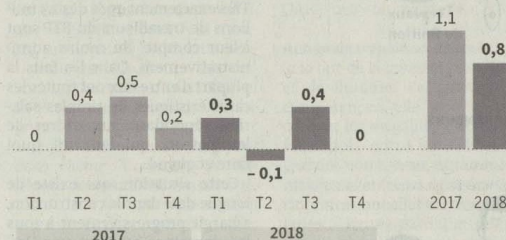
La croissance

VARIATION TRIMESTRIELLE DU PIB, EN %



La consommation des ménages

EVOLUTION DES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES, EN %



sance du PIB au quatrième trimestre ». A titre de comparaison, les grèves massives de 1995 avaient représenté le double. Cette fois, les événements ont surtout affecté les commerces. Des secteurs comme l'hébergement-restauration, les loisirs et les trans-

ports ont aussi enregistré des pertes sèches.

Pas étonnant, dans ce contexte, que le moral des ménages ait plongé en 2018. S'il s'est un peu redressé en janvier, l'indicateur reste encore à son plus bas niveau depuis 2015. Une crise de con-

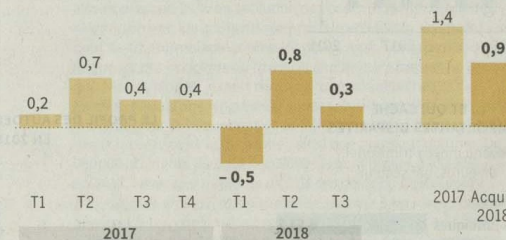
L'investissement des entreprises

VARIATION TRIMESTRIELLE DE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES, EN %



Le pouvoir d'achat

VARIATION TRIMESTRIELLE, EN %



SOURCE : INSEE

Les gagnants et les perdants des mesures sur le pouvoir d'achat

LE MOUVEMENT des « gilets jaunes » aura peut-être coûté quelques dixièmes de point de croissance à la France au quatrième trimestre 2018, mais il devrait rapporter gros en pouvoir d'achat. Grâce aux mesures adoptées pour calmer la crise, 11,7 milliards d'euros seront rendus aux ménages en 2019, selon une note de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publiée mardi 29 janvier. « Un rééquilibrage rapide et massif » qui profitera surtout aux classes moyennes.

Trois ménages sur quatre devraient ainsi voir leur pouvoir d'achat gonfler, avec un gain moyen estimé de 440 euros par foyer. Les bénéficiaires se trouvent pour beaucoup dans le milieu de la distribution des revenus, c'est-à-dire entre les 25 % les plus pauvres et les 25 % les plus riches. Ils profiteront notamment de la défiscalisation des

heures supplémentaires, de la réduction de la taxe d'habitation et des effets nets de la baisse des cotisations sociales salariales. Des mesures qui, pour certaines, avantageront également les 5 % les plus aisés, déjà grands gagnants de la réforme de la fiscalité du capital.

Une partie des ménages modestes verront leur niveau de vie soutenu par la revalorisation de la prime d'activité, la mise en place du « reste à charge zéro » sur certaines lunettes et prothèses, ainsi que par l'augmentation du chèque énergie. Les inactifs, par contre, y perdront, affectés par la désindexation d'un certain nombre de prestations sociales de l'inflation et les économies réalisées sur les aides au logement.

« Pour la première fois depuis 2007 et la loi TEPa [en faveur du travail, de l'emploi et du

pouvoir d'achat] de Nicolas Sarkozy, souligne l'étude, le taux de prélèvements obligatoires sur les ménages baissera significativement. » Il n'avait en effet cessé de s'accroître depuis le « choc fiscal » de 2010. Les chiffres présentés par l'OFCE sont accablants : après avoir augmenté en moyenne de 5 610 euros entre 1996 et 2007 (510 euros par an), le revenu disponible moyen n'a progressé que de 385 euros (35 euros par an) au cours des onze dernières années.

Mais 2019 ne profitera pas qu'au portefeuille des Français : la politique budgétaire devrait également avoir un impact sur la croissance du produit intérieur brut (PIB), de l'ordre de 0,5 point. « Une relance modérée, mais une relance quand même », selon Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévision de l'OFCE. ■

É.L.B.

finance qui se reflète notamment dans les dépenses d'investissement en logements neufs. « En novembre, souligne Stéphane Colliac, 9 000 unités de moins qu'en octobre ont été mises en chantier. On observe un clair rallongement des délais de paiement dans la construction et une hausse des défaillances d'entreprise. »

Mais tout n'est pas si noir. Le pouvoir d'achat, source d'angoisse et de frustration en 2018, devrait nettement augmenter cette année. Le gonflement de la prime d'activité, l'annulation de la hausse de la contribution sociale généralisée sur les retraités de moins de 2 000 euros et la défiscalisation doublée de l'exonération de charges sociales des heures supplémentaires auront un effet bénéfique sur les revenus. Ciblées sur les classes moyennes, ces mesures annoncées en décembre 2018 par le président, Emmanuel Macron, pour calmer la colère sociale bénéficieront à des ménages qui ont tendance à davantage consommer.

« A moins d'une panique totale, il est peu probable que tous les gains de pouvoir d'achat soient épar-

Comme l'année précédente, c'est le commerce extérieur qui a soutenu la croissance

gnés », abonde Patrick Artus, de chez Natixis. Qui plus est, le prix du baril de pétrole, dont la flambée en 2018 avait pesé sur les portefeuilles, semble désormais se maintenir autour de 60 dollars. « L'inflation sera beaucoup moins forte en 2019, ce qui rendra également énormément de pouvoir d'achat aux salariés », estime l'économiste, qui n'exclut pas une croissance de 2 % en 2019, avant un recul marqué en 2020.

On espère, dans l'entourage du ministre de l'économie, un rebond de la consommation dès le premier trimestre, « une fois intégré le passage au prélèvement à la source » de l'impôt sur le revenu. ■

ÉLISE BARTHET